



La base militaire de Manta, un cauchemar pour les Equatoriens

Entretien avec Juan Carlos Peñafel, membre de la coalition « Non aux bases en Equateur »

Par [Igor Ojeda](#)

Mondialisation.ca, 18 septembre 2006

Brasil de Fato, Risal (traduction de l'espagnol) 18 septembre 2006

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Militarisation](#)

Depuis la signature d'une convention entre les Etats-Unis et l'Equateur en 1999 pour que les premiers puissent avoir l'usufruit de la base militaire située dans la ville de Manta sur la côte du pays, la population des alentours vit un véritable cauchemar.

La prostitution infantile a augmenté, les ressources naturelles ont été contaminées et les habitants ont été littéralement expulsés de leurs terres. De plus, la voix des militaires états-uniens porte plus que la voix des propres autorités locales. C'est l'Equatorien Juan Carlos Peñafel qui raconte cette histoire, membre de la Visite d'observation internationale qui est actuellement au Paraguay avec pour mission de collecter des informations sur la présence de troupes états-uniennes dans le pays et sur les dénonciations de violations de droits humains contre les paysans de la part des militaires paraguayens.

Peñafel est membre de la coalition « Non aux bases en Equateur », de la province de Manabi, où se trouve la base de Manta, et membre de l'Association chrétienne de jeunes de Porto Viejo.

Comment fonctionne la base de Manta depuis la signature de la convention entre les Etats-Unis et l'Equateur en 1999 ?

La base états-unienne se trouve à l'intérieur de la base équatorienne. Ils se la partagent, la moitié pour l'Equateur, la moitié pour les Etats-Unis. Les militaires équatoriens ne peuvent pas passer de l'autre côté. De plus, les Etats-uniens sont en train d'étendre la base et prennent la terre de la population autour qui vit de l'agriculture, car les gens n'ont pas la terre de droit, vu qu'ils n'ont jamais obtenu de titres de propriété. Il y a d'autres cas de violations de droits humains. Une femme enceinte a avorté de peur quand les militaires armés sont arrivés pour l'expulser de chez elle. Il y a eu un cas aussi où ils ont brûlé une maison parce que son habitant ne voulait pas sortir.

Quels sont les termes de la convention ? Les troupes états-uniennes ont-elles l'immunité comme au Paraguay ?

Non, mais elles peuvent se promener librement à travers le pays.

Et que font les troupes à Manta ?

Des exercices militaires. Je vais vous raconter une chose que m'est arrivée. Nous étions en train de faire un travail d'enquête, avec un camarade de Quito qui préparait un documentaire. Il voulait m'interviewer, alors nous sommes allés quelque part derrière la base. Et quand on était en train de filmer, nous avons commencé à entendre derrière moi des détonations. Autrement dit, ils font des exercices militaires.

Quelles sont les autres conséquences de l'installation de la base états-unienne pour la population de Manta ?

Des organisations ont mené des enquêtes discrètes sur la question de la prostitution infantile. Avant, il y avait quelques bordels autour de la base, mais il s'agissait de bordels pauvres, sans beaucoup d'infrastructure. Depuis l'arrivée des militaires états-uniens, ceux-ci ont commencé à les fréquenter et ils ont commencé à y apporter leur argent. Depuis, le nombre de jeunes filles de 13 ans et plus a beaucoup augmenté. Aujourd'hui on voit que, de localités autour de Manta, comme Jaramijó et Porto Viejo, des jeunes filles de cet âge, 13 ou 14 ans, vont travailler dans ces bordels, qui sont maintenant « cinq étoiles ».

D'autre part, la question des embarcations est aussi très préoccupante. Des gardes-côtes états-uniens ont tiré et coulé deux bateaux de pêcheurs qui n'avaient rien à voir avec le narcotrafic, puisque la convention dit qu'ils sont à Manta pour lutter contre le narcotrafic. Quatre personnes sont mortes.

Il y a d'autres conséquences pour les gens qui habitent près de la base ?

Il y a la question de l'inflation du prix des terres. Avant l'arrivée des militaires états-uniens, un terrain près de la base coûtait entre 3 et 4 mille dollars. Aujourd'hui, parce que les militaires états-uniens ont acheté beaucoup de terrains, et à un prix élevé, les prix ont commencé à augmenter. Un terrain coûte aujourd'hui 12 mille dollars. Un citoyen de Manta n'a pas les moyens pour ça.

Il y a aussi l'aspect environnemental. Il y avait une petite montagne, dans une localité appelée Chorrillos. Les Etats-uniens, pour pouvoir construire leur base, avaient besoin de matériel. Et la pierre de cette montagne était très bonne pour ça. Alors ils ont commencé à imposer la montagne. Ils ont abîmé le flanc de la montagne et porté atteinte à la population de Chorrillos, qui vivait de l'eau de la montagne, qui était très bonne. Ces gens prenaient l'eau, la mettaient en bouteille et la vendaient. Mais depuis que les Etats-uniens ont commencé à explorer la montagne, l'eau est très polluée. Les gens ont perdu la vente de l'eau comme moyen de survie.

Et quelle est la relation avec la police équatorienne ?

Les militaires états-uniens ont autorité sur la police nationale de l'Equateur. Nous avons monté un campement au mois de mars, appelé « Campement pour une culture de paix », devant la base. Nous sommes allés voir le maire 15 jours avant, et il nous avait donné l'autorisation. Le jour J, nous avons monté le campement au petit matin et quand le jour s'est levé, un militaire états-unien est venu nous demander qui on était et ce qu'on faisait là. Nous lui avons dit que nous faisons un campement non-violent. Il est reparti. Une demi-heure plus tard, il arrive un bus avec 40 policiers et un mandat pour que nous partions de là, signé le jour même par le même maire qui nous avait donné l'autorisation au préalable. Autrement dit, logiquement, le premier militaire qui est apparu a donné l'ordre au maire de révoquer l'autorisation et de nous faire partir de là.

Pourquoi pensez-vous que les Etats-Unis ont choisi la base de Manta ?

C'est une position stratégique. Ils ont des avions sophistiqués, super modernes, qui peuvent aller rapidement d'un endroit à un autre. Et la Colombie et le Pérou sont tout près d'ici. La Colombie est le centre de la militarisation, c'est une autre colonie états-unienne.

Source : [Brasil de fato](#), 24 juillet 2006.

Traduction : Isabelle Dos Reis pour le RISAL (www.risal.collectifs.net).

La source originale de cet article est Brasil de Fato, Risal (traduction de l'espagnol)
Copyright © [Igor Ojeda](#), Brasil de Fato, Risal (traduction de l'espagnol), 2006

Articles Par : [Igor Ojeda](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca